

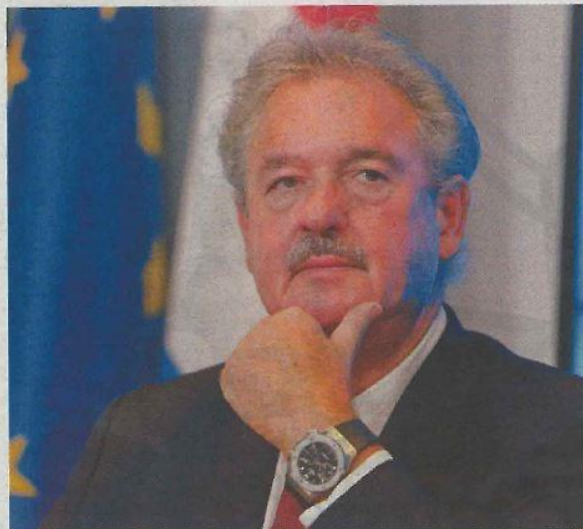
# Jean Asselborn veut exclure la Hongrie de l'Union européenne

**BERLIN** Jean Asselborn, ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, demande l'exclusion de la Hongrie de l'UE.

Le chef de la diplomatie luxembourgeoise, Jean Asselborn, a appelé à exclure la Hongrie de l'Union européenne pour violation des valeurs démocratiques fondamentales.

«Des gens tels qu'Orban ont conduit à ce que l'UE donne l'image d'une Union qui ose à l'extérieur défendre des valeurs qu'elle n'est plus capable de maintenir à l'intérieur du bloc», a déploré M. Asselborn dans le quotidien «Die Welt».

«Ceux qui, comme la Hongrie, bâtissent des clôtures contre des réfugiés de guerre, qui violent la liberté de la presse ou



Jean Asselborn, le ministre luxembourgeois, tacle la Hongrie.

l'indépendance de la justice, devraient être temporairement, voire définitivement, exclus de l'UE», a-t-il ajouté.

«C'est la seule manière de préserver la cohésion et les valeurs de l'Union européenne», a estimé le ministre luxem-

bourgeois. Cette possibilité d'exclusion pour violations des valeurs fondamentales du bloc est prévue dans les traités européens mais requiert l'unanimité des États membres. «Nous savions déjà que Jean Asselborn était une personne peu sérieuse», a réagi le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijjarto.

«Il vit à quelques kilomètres de Bruxelles, c'est un homme frustré et arrogant. Il parle d'exclure la Hongrie de l'UE, mais il s'est lui-même exclu du cercle des politiciens sérieux...», a-t-il ajouté.

«Les Hongrois ont le droit d'exprimer leur opinion, et de décider avec qui ils veulent vivre. Et ce droit, ni les bureaucrates ni le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères ne peut leur enlever», a conclu le ministre hongrois.

## Barroso se dit discriminé

**BRUXELLES** L'ancien président de la Commission européenne Jose Manuel Barroso, à qui son successeur a demandé des «clarifications» sur son embauche par la banque américaine Goldman Sachs, a déploré hier des mesures «discriminatoires» à son égard.

M. Barroso évoque notamment toutes les critiques et les interrogations sur son intégrité, qu'il juge «sans fondements et complètement imméritées». «Ces actions sont non seulement discriminatoires, mais el-

les apparaissent en plus comme incompatibles avec des décisions prises concernant d'autres anciens membres de la Commission», écrit-il dans une lettre adressée à Jean-Claude Juncker, l'actuel président de la Commission.